

## Réponse du NDP: HIV Legal Network

**1. Question : Votre parti s'engagera-t-il à collaborer avec les organismes de lutte contre le VIH au Canada pour rétablir les ressources détournées et périmées nécessaires pour combler les lacunes de la réponse du Canada au VIH et financer adéquatement le plan d'action fédéral sur le VIH?**

Un gouvernement néo-démocrate travaillera en partenariat avec les organisations de lutte contre le VIH partout au Canada pour s'assurer que le plan d'action fédéral sur le VIH dispose de toutes les ressources nécessaires. Nous sommes déterminé-es à atteindre l'objectif mondial pour mettre fin à l'épidémie de VIH/sida d'ici 2030.

Les néo-démocrates ont lutté au Parlement contre les coupes du gouvernement libéral dans les organismes communautaires de lutte contre le VIH. Nous mettrons fin à l'érosion du soutien fédéral à la réponse du Canada au VIH. En juin 2019, la motion de Don Davies, porte-parole du NPD en matière de santé, demandant une augmentation du financement fédéral pour le VIH à 100 millions de dollars par an, a été adoptée à l'unanimité par le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes. Cette recommandation a été présentée à nouveau par le NPD lors de la dernière session parlementaire et réadoptée par le Comité en mars 2021. Il est temps pour le gouvernement fédéral d'y donner suite.

**2. Question : Votre parti adoptera-t-il les mesures nécessaires suivantes pour lutter contre la crise des surdoses?**

- Décriminaliser complètement les activités liées à la possession simple de drogues, en supprimant les sanctions pénales et toutes les autres pénalités (administratives ou autres) pour la consommation personnelle, le fractionnement et le partage de drogues.
- En consultation significative avec les personnes qui consomment des drogues, mettre en œuvre diverses options pour garantir un approvisionnement sûr en substances contrôlées aux personnes qui risquent autrement de subir une surdose potentiellement mortelle ou d'autres blessures graves en raison d'un marché illégal toxique des drogues.

Des décennies d'échec de la politique antidrogue ont causé des dommages incalculables aux communautés partout au pays. Au cours des cinq dernières années seulement, nous avons perdu plus de 20 000 êtres chers à cause de surdoses. Ce nombre stupéfiant de décès a augmenté de façon tragique et spectaculaire tout au long de la pandémie de COVID-19.

La criminalisation, l'offre illicite toxique et l'absence de services de réduction des méfaits, de traitement et de rétablissement sont à l'origine de cette catastrophe permanente. Il est temps d'adopter une nouvelle approche.

## Réponse du NDP: HIV Legal Network

Un gouvernement néo-démocrate présentera un projet de loi visant à décriminaliser la consommation de drogues au Canada et à effacer les casiers judiciaires en cas de possession. Nous croyons que le traumatisme et le stigmate causés par la criminalisation des personnes qui consomment des drogues ne peuvent être abordés de façon significative avec des demi-mesures.

Nous travaillerons avec les provinces et les territoires afin d'étendre à toutes les régions du pays l'accès à un approvisionnement sûr en substances réglementées. C'est essentiel pour sauver des vies. Nous mettrons également en place une stratégie nationale pour faire en sorte que les services de réduction des méfaits, de traitement et de rétablissement soient accessibles à tous ceux et celles qui le souhaitent. Nous soutiendrons ce plan par de nouveaux et importants investissements.

- 3. Question : Étant donné les preuves accablantes de l'efficacité des programmes d'échange de seringues en milieu carcéral, votre parti : a) appuiera-t-il la poursuite de leur mise en œuvre dans les prisons fédérales du Canada ; b) favorisera-t-il la transparence quant à l'état des opérations du PESP ; et c) s'engagera-t-il à consulter les détenus, les chercheurs et les organismes communautaires ayant une expertise en santé carcérale afin de régler les problèmes fondamentaux du programme actuel pour que les détenus qui ont besoin de ce service de santé puissent y avoir accès de façon efficace?**

Les néo-démocrates croient qu'il est temps d'adopter une approche entièrement axée sur la santé en matière de consommation de substances psychoactives au Canada. Les programmes d'échange de seringues se sont avérés être un moyen sûr et efficace de prévenir la transmission de maladies infectieuses. Nous appuyons la mise en œuvre de cette importante initiative de réduction des méfaits dans toutes les prisons fédérales. Nous sommes troublé-es par le manque de transparence du gouvernement fédéral sur le programme jusqu'à présent - en particulier en ce qui concerne sa suspension au début de la pandémie de COVID-19.

- 4. Question : Votre parti s'engage-t-il à mettre en œuvre les recommandations du Comité permanent visant à : a) réformer le Code criminel en consultation avec le secteur du VIH (notamment en retirant la non-divulgence du VIH de la portée des lois sur les agressions sexuelles) ; et b) s'engager avec ses homologues provinciaux à élaborer une politique de poursuite améliorée et cohérente dans tout le pays?**

Les néo-démocrates conviennent qu'une réforme juridique est nécessaire de toute urgence pour mettre fin aux poursuites injustes liées à la non-divulgence du VIH. Nous croyons que les maladies transmissibles sont traitées plus efficacement par des mesures de santé publique, et non par la criminalisation. Nous prendrons des mesures pour décriminaliser la non-divulgence du VIH, première étape essentielle dans la lutte pour éradiquer le VIH/sida. Et nous travaillerons avec les provinces et les territoires pour élaborer une politique

## Réponse du NDP: HIV Legal Network

cohérente en ce qui concerne les circonstances limitées où des poursuites sont appropriées, comme dans les cas de transmission intentionnelle et malveillante.

5. **Question : Votre parti appuiera-t-il l'abrogation de toutes les lois pénales spécifiques au travail du sexe, y compris la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation, et consultera-t-il les travailleurs et travailleuses du sexe afin d'élaborer une vision globale de la réforme législative qui améliorera leur santé et leur sécurité ?**

Les néo-démocrates appuient une approche fondée sur la réduction des méfaits et les droits de la personne qui habilite les travailleurs et travailleuses du sexe et protège leur santé et leur sécurité. Nous procéderons à l'examen législatif requis de la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation. Il est profondément décevant que cette analyse n'ait pas été complétée à ce jour. L'inaction du gouvernement fédéral met la vie des gens en danger. Les travailleurs et travailleuses du sexe opèrent dans des conditions dangereuses depuis l'adoption de cette loi et nous devons prendre des mesures immédiates pour les aider à rester en sécurité.